

Conditions de modification par les gestionnaires de réseau public de la puissance de raccordement électrique des utilisateurs

Date de la contribution : 24/05/2024

Le GIMELEC représente les fabricants de matériels électriques, d'automatismes et de logiciels industriels en France. Plus de 80 de nos adhérents sont fournisseurs des Opérateurs de Réseaux de distribution et de transport d'électricité sur le marché national. Une quarantaine sont impliqués dans la fabrication de bornes de recharges ou de composants associés.

À ce titre, nous ne sommes pas directement concernés par les questions posées par la CRE sur les modalités pratiques de modifications de la puissance de raccordement des clients finaux. En revanche la mise en œuvre de ce programme pose plusieurs questions que nous souhaiterions voir abordées par la CRE dans son évaluation.

1. Quel est l'impact de cette mesure sur les plans CAPEX des opérateurs de réseaux et les volumétries prévues de transformateurs, protections, boîtiers et matériels divers ? Les trajectoires données par RTE et ENEDIS jusqu'à présent intègrent-elles cette perspective, ou serions-nous susceptibles de voir les chiffres revus à la baisse drastiquement ?
2. Quelle est réellement la marge de manœuvre cible de cette mesure ? Nous savons que les GRD-T utilisent des coefficients de foisonnement pour le dimensionnement de leurs ouvrages, il paraît donc surprenant que 55% de la puissance de raccordement puissance client soit effectivement disponible sur le réseau, soit 150 GW de marge latente comme le laisse penser le document de consultation. Il est de plus précisé dans la consultation elle-même que les Opérateurs utilisent déjà cette marge de manœuvre pour proposer de la capacité à de nouveaux clients, ce qui rend l'augmentation de la puissance souscrite non immédiate pour les autres. Une étude d'impact plus précise pourrait donc être utilement mise à disposition des acteurs de marché pour saisir l'enjeu opérationnel de cette mesure.
3. Pour les IRVE en particulier, le GIMELEC a beaucoup contribué ces dernières années aux travaux de fixation des niveaux de puissances de raccordement et les coefficients de foisonnement à retenir pour les IRVE, au regard du nombre de places à équiper dans un bâtiment. Des textes encadrent ces prescriptions, utiles aux bureaux d'études. Il faut donc limiter la reprise de puissance aux planchers fixés par les réglementations en vigueur sur le prédimensionnement des IRVE dans tous les segments de clients (y compris en prenant compte du nouveau texte Energy Performance Building Directive).
4. Pour les autres usages de la décarbonation en forte croissance (les data center, les installations Hydrogène, la décarbonation des usages électriques des industriels) le raisonnement reste également valable. Ces infrastructures ont des plans de montée en capacité progressifs et ont sans doute besoin de visibilité sur la disponibilité et le coût futur de l'accès à la puissance. Il peut être envisagé d'étaler la hausse de puissance de raccordement sur un calendrier prédéfini, car prendre comme principe de dimensionner la puissance de raccordement sur les besoins des deux premières années pourrait constituer une incertitude dommageable ou développement des infrastructures nécessaires.

Nous restons à votre disposition pour toute demande d'éclaircissement et pour la suite du processus de consultation.